AVIS
AUX CITOYENS
Sur la prochaine formation des assemblées de département et de district.

CITOYENS,

Ma douleur a égalé ma surprise, en apprenant que, dans plusieurs parties du royaume, vous avez élevé aux premieres places municipales des ennemis de la constitution. Justement allarmé des dangers auxquels cette imprudence expose la liberté publique, j'ai cherché à connoître quels sont les hommes qui doivent vous paroître suspects, et par quelles manœuvres artificieuses ils parviennent à vous tromper. Puissent mes réflexions, que je me hâte de vous communiquer, vous garantir de nouvelles erreurs encore plus funestes.

En plaçant de pareils hommes dans vos municipalités, vous avez compromis une partie de votre repos et de votre liberté ; vous avez livré à des vexations sourdes et continuées ceux de vos concitoyens qui se sont distingués par un patriotisme encore plus actif. Mais

vos torts seroient infiniment plus graves, peut-être même, à de certains égards, deviendroient-ils irréparables, si vous n'apportiez pas et plus de circonspection et plus de sévérité dans le choix des membres qui composeront vos assemblées administratives.

Réfléchissez mûrement à la nature et à la multiplicité des fonctions qu'elles vont exercer.

Faites attention qu'elles seront chargées de répartir les impôts.

Qu'elles recevront les comptes de vos anciens administrateurs.

Que les municipalités sont mises dans leur entiere dépendance.

Que l'assemblée nationale leur confiera l'exécution de ceux de ses décrêts qui se lient le plus étroitement à la constitution.

Et que c'est de ces mêmes assemblées qu'elle attend les lumieres locales qui lui sont nécessaires, pour perfectionner ses opérations, et vous ouvrir les canaux de la prospérité publique.

En un mot, pour vous donner une juste idée de toute l'influence que vos assemblées de département et de district auront dans l'administration, il me suffit de vous dire qu'elles remplacent vos intendants, vos subdélégués, dans tous les cas qui ne sont pas destructifs de la liberté ; et sans doute vous n'avez pas encore oublié les actes arbitraires que ces agens du despotisme exerçoient envers vous.

Ayez donc sans cesse sous les yeux cette vérité



importante que, si votre choix s'arrête sur des hommes sans patriotisme, sans zele, sans volonté pour le bien, vous vous exposez, je ne dis pas à une contre-révolution, aucune force humaine n'est capable de l'opérer contre votre volonté, mais à voir renaître des troubles, des désordres, mais à ne jouir que vingt ans plus tard des avantages que la révolution doit vous procurer.

Que de motifs pour repousser l'intrigue qui va vous environner; que de motifs pour refuser vos suffrages à ces hommes corrompus, qui les brigueront avec d'autant plus d'ardeur qu'ils sentent les moins mériter, et qui ne veulent devenir les dépositaires de votre confiance que pour en abuser.

Vous me demandez à quels traits vous pourrez les reconnoître.

Ma réponse est en deux mots. Ce sont, en général, tous ceux dont l'orgueil, l'ambition, l'intérêt se trouvent froissés jusqu'à un certain point par la révolution.

Desirez-vous que je m'explique davantage? J'y consens, et je vais vous parler avec toute la franchise qui m'est propre; mais, avant tout, je vous jure que je ne suis dirigé, ni par la prévention, ni par aucune haine personnelle, et que les seuls sentimens qui m'animent sont l'amour de la liberté, mon attachement à ma patrie, et la crainte de vous voir confier vos intérêts les plus précieux à des mains infidelles,

Ecartez de vos assemblées administratives les agens de l'ancien despotisme, ces ministres, ces

intendans, ces commandans, etc. : tous, presque tous, depuis l'homme assis aux pieds du trône, jusqu'au dernier commis, se jouoient, au gré de leurs caprices, des biens, de la liberté, de la vie des citoyens. Pouvez-vous espérer que, s'élevant tout d'un coup au-dessus de leurs premieres habitudes, ils se montreront les soutiens d'un nouvel ordre de choses qui substitue le pouvoir de la loi aux volontés arbitraires ?

Ecartez ces courtisans avides, qui sollicitoient, accaparoient toutes les faveurs, sans jamais en mériter une seule ; qui épuisoient le trésor national, pour fournir à leurs folles prodigalités, et qui, toujours plus affamés, dévoroient, en un jour, le produit entier d'une province.

Cette noblesse, encore si vaine de ses titres et de sa naissance, qui reportoit, avec tant d'orgueil, dans vos modestes foyers, les mépris qu'elle alloit recueillir dans les antichambres de Versailles, et qui partageoit sa carriere entre les vices de l'esclavage et les excès de la tyrannie ; pensez-vous qu'elle ne regrette pas l'ancien régime, dans lequel des parchemins et des ançêtres tenoient lieu de talens et de vertus ? pensez-vous qu'elle ne se révolte pas, en secret, contre cette *égalité*, qui la fait descendre du premier rang, pour y placer le citoyen utile et vertueux ?

Ce clergé, dont le luxe et le faste contrastoient d'une maniere si scandaleuse avec la pauvreté et l'humilité évangéliques ; ce clergé qui, enrichi par la piété peu éclairée de vos peres, couloit ses

jours daus la molesse et les plaisirs, et qui jouissant déjà de revenus immenses, vous enlevoit encore, chaque année, par l'impôt de la dîme, une partie de vos travaux et de vos succès.

Je sais qu'il se trouve, sut-tout dans nos campagnes, un certain nombre de prêtres estimables, et j'applaudis avec transport à cette humanité, cette sensibilité qui les caractérisent et les disposent à verser, chaque jour, des bienfaits et des consolations dans le sein des malheureux.

Mais ne vous pressez point de récompenser leurs vertus, en leur accordant une confiance sans réserve. Apprenez que ces hommes, si dignes, à tant d'égards, de votre reconnoissance et de vos hommages, tiennent à des préjugés anciens, à des maximes anti-constitutionnelles qu'ils ont puisés dans les séminaires. Apprenez que l'esprit de corps, si dangereux en lui-même, si invétéré dans le clergé, produit quelquefois des effets plus funestes que l'intention réfléchie de faire le mal : attendez qu'ils aient senti toute la dignité du titre de *citoyen* ; attendez qu'ils soient convaincus que ce titre est supérieur à tous les autres, et je serai alors le premier à solliciter vos suffrages en leur faveur.

J'appelle encore votre défiance sur ces cours supérieures de justice, sur ces parlemens, dont la suppression prochaine ne sera pas une des réformes les moins utiles que vous devrez à l'assemblée nationale : je ne veux point vous retracer leurs torts particuliers, et la hauteur avec laquelle ils traitoient le citoyen obscur qui, dénué de fortune

de crédit, n'avoit pour toute recommandation que l'équité de sa cause. Mais n'oubliez pas qu'ils ont enchaîné la nation et l'ont retenue dans les fers, pendant plusieurs siecles, en se nommant insolemment *ses protecteurs, ses peres*; n'oubliez pas qu'ils ont eu la coupable audace de se placer comme intermédiaires entre vous et le trône, et que, prétendus dépositaires de vos droits, ils les ont fait servir à l'accroissement de leurs prérogatives.

Quelques-unes de ces cours ont demandé, il est vrai, la convocation des états-généraux; mais ce n'étoit de leur part qu'un phantôme qu'elles présentoient au gouvernement pour l'intimider et l'amener à leurs vues secretes : en doutez-vous ? eh bien! jettez les yeux sur la conduite qu'elles tiennent depuis que vos représentans sont assemblés. Faites plus encore; reportez vos regards sur les principes qu'elles ont manifestés à l'instant même où cette convocation a été décidée.

S'il est très-rare, du moins, il n'est pas d'une impossibilité absolue qu'un homme, revêtu d'une puissance illimitée, s'éclaire sur l'injustice et le vide du despotisme, et qu'il ait la grandeur d'ame d'y renoncer presque volontairement; votre vertueux monarque vient de donner ce sublime exemple, qui lui assure notre amour et celui de la postérité. Mais apprenez qu'un corps qui jouit, qui abuse, depuis un long espace de tems, d'un pouvoir qu'il a usurpé, ne l'abdique jamais, et que, s'il le perd, il sacrifie tout au desir et à l'espoir de s'en resaisir.

Ai-je besoin de vous parler de ces hommes, assez et trop connus, sous le nom de *financiers*? Vous n'ignorez pas qu'ils se sont engraissés, jusqu'à présent, du plus pur de votre substance, et que les malheurs publics ont été constamment pour eux une nouvelle source de richesses et de jouissances. Vous n'ignorez pas que, dominés par un égoïsme sans bornes, l'*or* est le dieu auquel ils consacrent toutes les affections de leur ame : il vous est donc facile de juger avec quelle chaleur, quel fanatisme ils combattent les opérations de l'assemblée nationale, qui tendent à établir l'ordre et l'économie dans la perception et l'emploi des impôts : et je n'ai pas lieu de craindre qu'ils réussissent à vous séduire, à vous corrompre, même en répandant, au milieu de vous, un argent qu'ils ne prodigueroient, un instant, que pour le reprendre au centuple.

Le but que je me propose, en vous communiquant le fruit de mes réflexions, n'est point de faire une satire, mais de vous éclairer sur la composition de vos assemblées administratives, et de vous inspirer une salutaire défiance, qui préserve le salut public de nouveaux périls. Ainsi, je veux être juste ; je dois vous apprendre qu'il se trouve, dans les classes et les corporations que je viens de nommer, des citoyens estimables, de vrais amis de la liberté et de la constitution.

Ce sont eux qui les premiers vous ont engagés à briser vos fers, et qui, dès l'origine de la révolution, ont joint leurs efforts aux vôtres, contre

les attentats du despotisme : constans dans leur patriotisme, et fermes dans leurs principes, ils ont été, dans toutes les occasions, vos plus zélés défenseurs.

Applaudissez à cette espece d'héroïsme qui les a élevés au-dessus des préjugés et de leurs intérêts personnels; applaudissez à l'intrépidité avec laquelle ils ont bravé les insultes et les calomnies de vos ennemis, qui sont devenus les leurs; et que l'opinion publique, qui dorénavant sera votre ouvrage, que vous créerez vous-mêmes, leur paie le tribut de votre reconnoissance, et verse le mépris sur leurs vils détracteurs.

Voilà les hommes auxquels vous pouvez confier le dépôt de vos droits; voilà les hommes qui sauront les maintenir, avec autant de force qu'ils ont montré de courage en vous aidant à les reconquérir. On tente, mais en vain, d'affoiblir l'estime qu'ils vous ont inspirée; ce dernier trait acheve leur éloge, et soyez assurés qu'ils seroient moins haïs, moins calomniés, s'ils étoient moins attachés aux intérêts de la nation.

L'esprit de justice qui me guide, me prescrit encore de vous dire qu'il se trouve, dans ces mêmes classes et corporations, un grand nombre d'hommes qui, d'abord égarés par les préjugés de leur naissance, de leur éducation, de leur état, ont opposé une forte résistance à vos premieres et justes réclamations. Convaincus maintenant que la révolution est achevée, qu'une contre-révolution est impossible, et que toutes les tentatives pour

l'opérer ne serviroient qu'à éloigner le retour de l'ordre et du bonheur publics ; ils se sont séparés de ces *individus scélérats* qui, n'espérant plus vous faire consentir à reprendre vos chaînes, veulent, dans la rage dont ils sont atteints, inonder du sang des citoyens les diverses parties du royaume.

Les hommes dont je vous parle ne concourent point à ces projets atroces, qui exciteroient toute leur indignation, s'ils en étoient instruits ; ils reçoivent avec docilité les loix que la nation se donne à elle-même, par l'organe de ses représentans, et se familiarisent par degré avec les maximes et les mœurs qui doivent caractériser un peuple libre : encouragez-les par des égards particuliers, dans cet heureux changement ; mais éprouvez leur converſion, et laissez-la se mûrir avant que de leur accorder votre confiance : si vous pouviez les interroger, et s'ils vouloient être sinceres, ils vous diroient eux-mêmes : éloignez de nous, pendant quelque tems, ces places, ces fonctions qui, en nous rappellant notre ancienne prééminence, pourroient faire renaître nos préjugés et nous conduire à de nouvelles erreurs.

Je ne remplirois que très-imparfaitement la tâche que j'ai entreprise, si je ne vous inspirois de la défiance qu'à l'égard de ces *êtres privilégiés* qui, jusqu'à présent, ayant réuni sur leurs têtes les emplois, les dignités, le pouvoir et les richesses, voient, avec un sombre chagrin, que la révolution vous admet à partager avec eux tous ces avantages : ce ne sont pas les seuls hommes qui

doivent vous être suspects, et j'en connois d'autres qu'il est encore plus nécessaire d'écarter de votre nouvelle administration.

Il existe, au milieu de vous, une espece d'hommes qui, faisant partie comme vous-même de cette classe que, dans les temps de votre esclavage, on appelloit, avec dédain, *le tiers-état*, sont les ennemis les plus ardens de la constitution, et j'ajoute les plus dangereux.

Vous ne pénétrez pas leurs vues secretes; vous ne leur soupçonnez pas des intérêts contraires aux vôtres, et profitant de votre erreur, il leur devient facile de vous séduire, sous le masque de la modération et de la popularité.

Mais percez à travers ces apparences trompeuses, et voyez-les tels qu'ils sont réellement; insidieux apôtres du despotisme, bas flatteurs des grands et du pouvoir, enivrés d'un orgueil si ridicule qu'ils n'osent pas l'avouer, ils ne veulent point d'une *liberté*, d'une *égalité* que vous partagerez avec eux; il préferent de continuer à ramper dans les fers, pourvu qu'à leur tour, ils commandent à des esclaves.

Vous les avez vus ces hommes pervers, se replier en tous sens, pour embarrasser et retarder vos premiers pas vers la liberté; vous les avez vus tantôt faire usage, pour vous intimider, de l'autorité qu'ils auroient dû employer à faciliter vos efforts; tantôt recourir aux moyens les plus coupables pour vous désunir, vous diviser et vous armer les uns contre les autres.

Si vous pouviez vous lasser d'être libres, si le regne du despotisme et de l'aristocratie pouvoit recommencer, vos plus durs oppresseurs ne seroient point dans le ministere, la noblesse, le clergé ou les parlemens; ils se trouveroient parmi les hommes que je vous dénonce; et leurs ames avilies et corrompues, jouissant avec délices de l'opprobre et des malheurs publics, appesantiroient sur vous le joug de la servitude.

En vous indiquant les hommes auxquels la prudence vous défend d'accorder vos suffrages, je n'ai point pour objet d'exciter contre eux vos ressentiments. Loin de moi cette criminelle et barbare intention; et de quelque utilité que puisse vous être cet écrit, je le supprimerois sur le champ s'il devoit occasionner le moindre des excès. Non, je me rassure, et je croirois vous calomnier que de me permettre un soupçon de cetre espece.

Souvent des esclaves mutinés immolent à leur vengeance, dans un instant de fureur, leurs lâches et cruels tyrans; mais après cet acte de désespoir plus que de justice, après cet acte qui prouve même qu'ils ne sont pas encore mûrs pour la liberté, ils se livrent à de nouveaux maîtres qui les enchaînent plus étroitement.

Mais vous, citoyens, vous qui avez juré d'*être libres*, vous n'oublierez pas que le premier de vos devoirs consiste à être justes, comme votre premiere vertu à vous montrer généreux; vous repousserez, d'une main, les coups qu'on tentera de porter à votre constitution, et de l'autre, vous

protégerez indistinctement les personnes et les propriétés de vos concitoyens.

Vous n'oublierez pas que, si les insurrections peuvent être quelquefois nécessaires pour conquérir la liberté, l'ordre et le calme sont essentiels à sa conservation, et qu'elle dégénere en une anarchie sanglante, lorsque le soin de la vengeance publique n'est pas exclusivement réservé aux tribunaux.

Quelles circonstances plus favorables pour vous rappeller ces maximes sociales, que le moment même où vous venez d'être convaincus, par un exemple qui fera époque dans l'histoire de la révolution, que les titres, la faveur, les protecteurs secrets ne peuvent plus soustraire une tête coupable au glaive de la loi.

Soyez donc fermement attachés à la liberté, à la constitution ; préférez, s'il le faut, la mort à l'esclavage ; mais repoussez avec horreur ces insinuations perfides qui vous excitent à des mouvements populaires et à des désordres : ce sont vos ennemis qui vous tendent ce piege, pour acquérir le droit de vous calomnier, et pour détacher de la cause publique, les citoyens paisibles, honnêtes, mais assez foibles pour préférer le poison froid du despotisme aux convulsions momentanées de la liberté.

Si vous desirez vous prémunir encore davantage contre les manœuvres artificieuses de ces hommes, qui veulent opérer une contre-révolution, ou dissoudre la monarchie, remettez-vous sans cesse sous les yeux le tableau de leur conduite, depuis l'instant

où, réveillés par les oppressions de toute espece dont vous étiez les victimes, vous avez fait entendre le premier cri de la liberté.

L'auguste chef de la nation ayant manifesté son vœu d'en convoquer les représentans, pour sauver l'État, vos oppresseurs ne purent pas se dissimuler que le poids des impôts et la misere des peuples ne leur permettoient pas de conserver leurs privileges pécuniaires ; ils offrirent donc d'y renoncer ; mais leur orgueil ne vous présenta cet acte de justice si tardif, et qui n'étoit dû qu'à l'extrême nécessité, que comme un acte de générosité, comme une aumône qu'ils daignoient vous faire ; et plusieurs parmi vous ont entendu, avec indignation, un prédicateur appeller cette renonciation aux privileges pécuniaires, *un sacrifice qu'il étoit grand de faire à la chose publique, mais que personne n'avoit le droit d'exiger.*

En consentant de payer leur part des impositions, ils annoncerent avec fierté qu'ils ne se départiroient jamais de leurs autres privileges, quoique également contraires à la liberté et à la prospérité publique ; ils persévérèrent sur-tout dans l'orgueilleuse démence de prétendre que, ne formant qu'une petite poignée d'individus, ils avoient le droit d'enchaîner la volonté de vingt-quatre millions d'hommes.

La fermeté & la sagesse de vos vrais représentans briserent ces obstacles qui s'opposoient à la constitution, et qui, en les laissant subsister, n'auroient pas tardé à opérer la dissolution de l'assem-

blée, et, par une conséquence nécessaire, à faire renaître votre esclavage.

Alors les classes à privileges, se diviserent en deux parties : les uns, je veux dire, ceux qui n'avoient été égarés que par les préjugés, eurent la bonne foi de reconnoître la légitimité de vos droits, et souscrivirent aux principes faits pour vous en assurer à jamais la paisible possession.

Les autres, et ce sont ces mêmes hommes qui tentent encore aujourd'hui de vous remettre dans les fers, eurent recours à des moyens de violence et de perfidie, pour anéantir l'assemblée nationale, bien convaincus qu'elle entraîneroit dans sa chûte, votre liberté naissante.

La capitale vit déployer, autour de ses murs, l'appareil de guerre le plus effrayant ; les paisibles demeures de ses habitants furent environnées de troupes, de grilles et de canons ; on vouloit les intimider, les enchaîner en leur présentant le spectacle du pillage, de la famine et de la mort, dont ils étoient menacés ; on vouloit les forcer de donner aux provinces l'exemple de la servitude : un attentat prématuré alluma dans tous les cœurs le feu sacré de la liberté ; Paris, la nation entiere prit les armes, le soldat se montra citoyen, la bastille fut prise, et vos ennemis disparurent : une partie s'enfuit dans les pays étrangers, où l'attendoient les dédains et le mépris qu'on paie dans toutes les contrées aux lâches conspirateurs contre leur patrie ; une autre alla cacher dans des retraites ignorées ses crimes et son désespoir : mais le plus grand

nombre qui, placé dans un rang moins élevé, avoit moins fixé vos regards, resta au milieu de vous; et en attendant le moment de former de nouveaux complots, ils arborerent, pour vous tromper, le signe patriotique, et feignirent d'avoir le zele le plus ardent pour le maintien de vos droits.

La premiere terreur de vos ennemis s'étant dissipée, ils ont repris leurs liaisons, leurs projets, & ne perdent point de vue le but qu'ils se sont constamment proposé, celui de vous asservir; ils ont seulement changé de moyens pour y atteindre.

Ils ont vu, avec douleur, vos milices nationales couvrir d'un rempart invincible votre liberté & votre constitution; & leurs premieres manœuvres ont eu pour objet de les anéantir. Ils ont cherché à vous persuader que l'entretien de ces milices vous coûterait des sommes immenses; ils vous ont dit que le calme étant rétabli, & vos droits mis hors de toute atteinte, elles vous devenaient inutiles. Quelques-uns d'entr'eux ont porté la perfidie jusqu'au point de semer des germes de division entre les citoyens armés, dans l'espérance qu'ils s'égorgeraient les uns par les autres.

C'est dans les mêmes intentions qu'ils ont fait afficher de faux décrets de l'assemblée nationale, de faux ordres du Roi, pour exciter les habitants des campagnes à se livrer au vol, au pillage, aux incendies. Ils prévoyoient avec raison que les gardes-citoyennes s'opposeraient de toutes leurs forces à de pareils excès, aussi contraires à la liberté qu'au bon ordre, et ils se flattoient que la division se

mettant entre les villes & les campagnes, ameneroit les horreurs d'une guerre civile.

Lorsqu'ils se sont apperçus que ces artifices ne produisaient aucun fruit, et que vous étiez convaincus que votre vigilance pour conserver votre liberté, devoit égaler le courage avec lequel vous l'aviez reconquise; lorsqu'ils ont vu que les lumieres, se communiquant des villes aux campagnes, prévenoient ou dissipoient sur le champ les orages qu'on tentoit d'y exciter; alors ils ont voulu ébranler le patriotisme de vos troupes réglées; ils ont cherché à les indisposer, à les aigrir contre vos représentants, contre vous-mêmes, pour les employer ensuite à enchaîner ou du moins à dévaster leur propre pays.

Mais ces braves militaires ont été inaccessibles aux promesses, aux séductions qu'on leur a prodiguées; ils ont reconnu qu'on les trompoit sur les sentimens de l'assemblée nationale à leur égard; et que, remplie de l'estime qui est due aux défenseurs de la patrie, elle s'occupoit du soin d'améliorer leur sort, qui étoit si peu en proportion avec leurs services. Ils ont senti que leur premier titre est celui de *citoyen*; et ils ont juré de ne faire usage de leurs armes que contre les ennemis étrangers et leurs traîtres complices.

Apprenez maintenant quels sont les artifices que vos anciens oppresseurs emploient aujourd'hui. Ils n'osent plus laisser paroître au-dehors leur lâche fureur, qu'ils concentrent avec soin au fond de leur ame; ils affectent au contraire de montrer le

plus

plus grand zele, le dévouement le plus absolu pour vos intérêts. Ils vous plaignent, ils vous parlent de secours et de soulagement ; et s'ils blâment les opérations de vos représentants, c'est, disent-ils, parce qu'elles vous sont désavantageuses.

Espérant vous surprendre par ce langage emmiélé, ils cherchent à faire naître la discorde parmi vous, ils cherchent à détruire cette union, qui s'est formée entre tous les citoyens pour leur défense commune ; et ils savent bien que s'ils réussissent à vous diviser, leur triomphe ne sera ni difficile, ni éloigné.

Pouvez-vous douter de leurs perfides intentions, lorsque vous les entendez supposer insidieusement que la capitale et les provinces, les villes et les campagnes ont des intérêts opposés, comme si la prospérité publique pouvoit naître d'un autre ordre de chose que de la prospérité de chaque partie de la monarchie.

Ils osent, les imposteurs, calomnier les intentions pures et droites des citoyens de la capitale ; ils osent vous faire entendre qu'ils ont des vues contraires aux vôtres, et que vos representants leur sacrifient vos droits les plus précieux. Ah ! repoussez loin de vous des insinuations aussi fausses que dangereuses. Cette ville, sans doute, celle qui perd davantage par la révolution, est encore celle qui fait céder, avec plus de générosité, ses intérêts particuliers au bien général ; et marchant avec constance dans le chemin de la liberté et de l'hon-

ueur, elle se signale chaque jour par de nouveaux actes de patriotisme.

On vous trompe encore, honnêtes cultivateurs, en voulant vous persuader que l'assemblée nationale dédaigne de s'occuper du sort des campagnes. L'égalité proportionnelle dans la répartition des impôts, la suppression de la gabelle, l'abolition de la féodalité, l'extinction du tirage de la milice ne sont-elles pas des preuves suffisantes que vos représentants mettent au nombre de leurs premiers devoirs le soin de faire cesser les injustices et l'avilissement sous lesquels vous avez gémis pendant plusieurs siecles.

Ce n'est qu'avec réserve que vos oppresseurs vous insinuent, de vive voix, leurs perfides calomnies; ils craignent de se démasquer à vos yeux, et de vous laisser appercevoir le sentiment anti-patriotique qui les anime. Mais ils font composer, par de vils écrivains à leurs gages, des écrits incendiaires contre les opérations de l'assemblée nationale, et contre ceux de vos représentants qui se sont distingués par leurs talens et leur zele pour la cause publique. Ils exhalent sur-tout leur rage contre les membres de l'assemblée qui, tirés des anciens ordres privilégiés, ont préféré les intérêts de la nation à ceux de quelques individus.

Ces libelles séditieux dans lesquels les décrêts de l'assemblée nationale, ainsi que ses principes, se trouvent absolument défigurés, sont répandus avec profusion dans la capitale et les provinces; et tel de vos ennemis qui refusoient de consacrer une

légere portion de ses immenses revenus, pour vous soulager du poids accablant des impôts, en dépense la majeure partie à soudoyer les compositeurs mercénaires de ces écrits.

Leur but est facile à appercevoir. Ils veulent faire perdre à l'assemblée de vos représentants l'opinion publique, qui s'est manifestée en faveur de leurs travaux, et qui doit en être le plus ferme appui. Ils veulent la dissoudre, pour faire revivre, après sa destruction, l'esclavage féodal, l'oppression, les abus de toute espece dont vous avez été si long-temps les victimes. Ils veulent notamment que le trésor national redevienne, comme par le passé, la proie de l'intrigue et de la bassesse.

Il ne tenoit qu'à vos représentants de prévenir la haine et les calomnies de leurs ennemis, ou plutôt de vos ennemis communs; et les moyens en étoient fort simples. Ils n'avoienr qu'à confirmer et consacrer par leurs décrets, les germes et les principes des abus et des vexations dont vous demandiez la réforme.

Des ministres difpensés de rendre compte de leur conduite, exerçoient le despotisme le plus abfolu, à l'ombre de l'autorité royale. Eux, leurs commis, leurs valets de chambre, distribuoient, suivant leurs caprices ou suivant leurs intérêts, ces ordres si arbitraires, si odieux, connus sous le nom de *lettres de cachets*. Des satellites chargés de de leur exécution, enlevoient l'homme innocent, le pere de famille à son époufe, à ses enfants, et l'ensévelissoient dans de ténébreux cachots, sans

même que les parents et les amis de cet infortuné citoyen fussent instruits de son sort.

Des intendants, des subdélégués, agents subalternes et passifs du pouvoir ministériel, n'étoient presque occupés que du soin de satisfaire la vengeance, la cupidité des hommes en place ou de leurs propres passions. Ce genre de tyrannie vous étoit d'autant plus insupportable que, rapproché de vous, il se faisoit sentir continuellement, et jusque dans les plus petits détails.

Des déprédations presque incalculables dans les finances, des pensions montant à quarante millions, et dont une infiniment legere portion avoit été accordée au mérite et aux services; des emplois uniquement créés pour l'avantage de quelques intrigants protégés, etc. Toutes ces causes avoient obéré le trésor public, et occasionné un *déficit* de plus de soixante millions chaque année.

Les usurpations féodales, et sur-tout le droit barbare de la *mainmorte*, assimuloient votre sort à celui des esclaves.

Tel bénéficier jouissoit de cinquante mille livres de rente, sans rendre le plus léger service à la religion ni a l'état, et trop souvent ses revenus alimentoient le luxe et la corruption des mœurs; pendant que vos utiles et vertueux pasteurs étoient réduits à une *portion congrue*, qui ne leur procure pas le plus simple nécessaire.

Des tribunaux ayant un rerritoire immense, forçoient les citoyens qui avoient des procès, à s'expatrier en quelque sorte, pour *solliciter* la justice

qu'ils auroient dû obtenir dans leurs foyers. Et l'homme riche qui, dans la lutte inégale du palais, réunissoit cet avantage à tous les autres, en abusoit pour opprimer l'indigent.

Les emplois, les dignités, les distinctions et les richesses étoient le partage exclusif de la naissance et de la faveur. Vous, citoyens, vous nés dans la classe *du tiers état*, votre lot étoit de payer, de servir et d'être exposés à d'éternelles humiliations.

Si vos représentans, au lieu de vous donner une constitution qui détruit jusque dans leurs racines ces injustices, ces oppressions, n'avoient fait usage que de palliatifs foibles, passagers et seulement propres à vous faire illusion, pensez-vous qu'ils seroient aujourd'hui insultés, persécutés, calomniés? Non, ces hommes qui vous les peignent maintenant sous des couleurs aussi noires, les auroient accueillis, fêtés et ils en feroient l'éloge le plus flatteur. Mais vos fers ne seroient point brisés, et malgré qu'en apparence votre sort parût changé, vous n'en seriez pas moins courbés sous le joug du despotisme.

Vos représentants fideles à leurs devoirs, à l'honneur, aux engagements qu'ils avoient contractés envers vous, se sont dévoués pour le salut public, ils ont méprisé les calomnies, les dangers mêmes dont ils ont pu être environnés; ils vous ont rendu la liberté, et vous en ont assuré la conservation, par *la déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, par une *constitution* qui vous serviront à jamais de préservatif contre les entreprises du pouvoir arbitraire et de l'aristocratie.

La seule récompense qu'ils vous demandent, et qu'ils ont le droit d'attendre de vous, c'est que vous les jugiez non sur les calomnies de vos communs ennemis, mais sur leurs propres opérations.

La permanence de l'assemblée nationale, pour réprimer les usurpations que pourroient tenter les pouvoirs qui émanent de la *souveraineté de la nation*, et qui lui doivent être constamment subordonnés.

Vos municipalités rappellées à leurs formes primitives, et composées de citoyens que vous aurez librement choisis.

L'établissement des assemblées primaires, de district et de département.

La responsabilité des ministres.

L'extinction des ordres privilégiés.

L'abolition de l'esclavage féodal.

Un sort convenable et décent assuré à vos vrais pasteurs.

Les places, les dignités dans tous les genres accordées aux talents et aux vertus.

L'égalité dans la répartition de l'impôt.

L'ordre et l'économie fixés d'une maniere invariable dans vos finances.

La suppression des impôts désastreux qui étoient acquités par les citoyens les moins aisés, ou qui nuisoient à la prospérité du commerce.

Tels sont déjà les travaux importants qui sont sortis de l'assemblée nationale ; tels sont les monuments solides qu'elle a déjà élevés pour le soutien de votre liberté, de vos droits et de votre bonheur.

Il lui reste encore pour remplir votre attente à traiter plusieures parties qui doivent achever l'édifice de la constitution, et elle s'en occupe sans relâche.

La création d'un nouvel ordre judiciaire qui rapprochera les tribunaux des plaideurs, et préviendra cette foule de procès qui causoient la ruine et la dépopulation des campagnes.

L'établissement de plusieurs hospices dans chaque district et département, où les malheureux trouveront de l'occupation dans tous les instants de leur vie, et des secours dans leur vieillesse et leurs infirmités.

Enfin une éducation nationale destinée à former la jeunesse dans l'exercice des vertus et des devoirs qui caractérisent un peuple libre.

Ces travaux finis, vos représentants, rendus à la vie privée, rentreront dans la classe des simples citoyens, et donneront l'exemple de l'obéissance éclairée aux loix dont ils auront été les organes.

Les ennemis du bien public ne bornent pas leurs attentats à vouloir priver de votre estime et de votre confiance vos représentans ; ils osent, les méchans, calomnier les vertus de votre auguste monarque ; ils osent supposer, contre ses propres expressions, qu'il n'est point libre, qu'il n'est point heureux au milieu d'un peuple qui ressent pour lui l'amour le plus ardent et le mieux mérité. Il faut leur pardonner cette atroce calomnie, leurs ames dures et corrompues ne peuvent pas croire à la vertu, et ne conçoivent point qu'un roi, re-

vêtu d'une puissance illimitée, ait assez de grandeur d'ame et de sagesse pour en sacrifier une partie au bonheur de ses sujets.

Ecoutez leur langage imposteur, écoutez leurs protestations de fidélité : ils feignent de l'aimer et de n'être sensible qu'à la diminution de ses prérogatives. N'ajoutez aucune foi à ces dehors artificieux. Si leur langage, si leurs protestations étoient sinceres, ils cesseroient de conspirer contre votre liberté, ils cesseroient de combattre, par les manœuvres les plus criminelles, une révolution dont votre roi s'est lui-même déclaré le chef.

Mais ce sont leurs grandeurs, leurs dignités, leurs places, leurs pensions qui causent tous leurs regrets : c'est l'extinction de leur despotisme et la vue de votre liberté qui leur inspirent des ressentiments si aigus ; et la forme de votre gouvernement leur deviendroit indifférente, si vous consentiez à leur rendre ces avantages immenses que le hazard de la naissance ou l'intrigue leur avoient procurés.

Quelques-uns de vos anciens oppresseurs portent même la corruption jusqu'à profaner les objets les plus sacrés, jusqu'à couvrir du voile de la religion leur orgueil et leur égoïsme. Ils semblent être devenus des fideles pieux et fervens, des Ambroise, des Augustin, des Chrisostome ; mais faites un retour sur leur vie passée, et vous reconnoîtrez que de tous les vices il ne leur manquoit plus que le vice infâme de l'hipocrisie.

Vos représentants ont-ils donc blessé la religion en supprimant l'impôt si onéreux de la dîme, impôt

qui ne servoit presque que d'aliment au luxe et à la mollesse du clergé ? l'ont-ils blessée en ramenant le culte des autels à la simplicité des premiers siecles de l'église, pendant lesquels ses ministres, dégagés d'un faste étranger, ne brilloient que de l'éclat de leurs vertus ? l'ont-ils blessée, en assurant, aux dépens des bénéficiers inutiles, ou jouissant de revenus immenses, un traitement honnête aux pasteurs estimables, qui vous secourent et vous consolent dans les malheurs attachés à la condition humaine ? l'ont ils enfin blessée, lorsque rappellant une des principales destinations des biens ecclésiastiques, ils en ont consacré une partie à des établissements publics, à des hospices, qui serviront d'asiles à l'indigence !

Les ennemis du bien public, fideles à leur projet de répandre le trouble et l'effroi dans toutes les classes et parmi tous les citoyens, veulent alarmer les créanciers de l'état, en leur annonçant une infaillible et prochaine banqueroute. Voyez la satisfaction qui anime leur phisionomie, lorsqu'ils prononcent ce mot infâme. Mais ne soyez point alarmés par cette fausse prédiction, à laquelle ils ne croient pas eux-mêmes. Comment pouvez-vous craindre que la nation flétrisse sa liberté naissante, en refusant d'acquitter une dette qui n'est pas, il est vrai, son ouvrage, mais qu'elle a placée sous la sauve-garde de l'honneur françois ?

Qu'un gouvernement dirigé par le pouvoir arbitraite, après avoir dissipé les revenus publics, augmenté les impôts, s'être livré à des emprunts

ruineux et avoir épuisé son crédit, manque aux engagements les plus sacrés, il ne faut pas en être surpris : il n'a ni la sagesse, ni la force de retrancher ses folles dépenses ; il n'ose pas, dans la crainte d'une insurrection générale, aggraver le fardeau des charges publiques, déjà trop oppressif ; et il ne lui reste que la ressource honteuse de sacrifier le petit nombre de citoyens qui ont eu l'imprudence de lui confier leur fortune.

Mais un peuple libre, qui possede une contrée étendue et fertile, et qui, par son industrie, quadruple les avantages que son sol lui procure ; qui, en un mot, peut offrir à ses créanciers un hipotheque dix fois plus considérable qu'il n'en est besoin pour assurer leur paiement ; ce peuple ne peut pas être forcé d'être infidele à ses obligations ; et s'il est en état d'y faire face, c'est l'insulter de la maniere la plus outrageante que de lui en supposer l'intention.

Il existoit un déficit entre les revenus et la dépense, il est déjà comblé, et au-delà, par l'économie et les retranchements qui ont eu lieu dans plusieurs parties de l'administration : il existe une masse de dettes considérable ; les intérêts en seront acquittés avec exactitude, sans augmentation d'impôt, et chaque année verra s'éteindre une partie du capital. Cet arrangement de finances ne sera exposé à aucune des variations si fréquentes sous le regne du despotisme ; et les sommes destinées au paiement des intérêts, ainsi qu'au remboursement graduel du capital, versées dans une caisse particuliere, ne

pourront jamais, sous quelque prétexte que ce soit, être employées à d'autres objets.

La détresse actuelle ne consiste donc que dans un engorgement momentané du trésor national, engorgement qui n'est point l'ouvrage de vos représentants, engorgement qui, vous le savez, a concouru à vous donner une assemblée nationale, et qui va disparoître par les ressonrcés que produira la contribution patriotique.

Vos oppresseurs en sont pleinement convaincus, et leur principal motif, en vous annonçant la banqueroute, est de réfroidir votre patriotisme, d'empêcher vos déclarations, de les retarder ou de nuire à leur fidélité. Tel est, n'en doutez pas, leur perfide dessein, lorsqu'ils essayent de vous persuader que ce secours sera insuffisant, et qu'il est inutile de votre part de faite un sacrifice qui ne sauvera pas à la nation la honte de manquer à ses engagemens. La plupart de ces mêmes hommes joignent l'exemple aux paroles, et pendant que la médiocrité animée de l'amour de la patrie, s'impose les privations les plus séveres, pour fournir sa contribution, l'opulence mal intentionnée se borne à faire de légeres offrandes dont la modicité prouve qu'elle dédaigne encore les loix de l'honneur et l'opinion publique.

Ils ont un second motif pour faire retentir dans toutes les parties du royaume l'infâme mot de banqueroute; ils veulent anéantir la confiance si nécessaire à la prospérité publique. Ils veulent que ceux qui ont entre les mains une grande partie du nu-

méraire, continuent à le garder oisif dans leurs coffres-forts, au lieu de le rendre à la circulation, pour faire fleurir l'agriculture et le commerce.

Est-il besoin de vous parler des autres rumeurs qu'ils affectent de répandre parmi vous, et peuvent-ils se flatter que vous en serez affligés ou découragés ? ils vous menacent de quitter le royaume pour aller vivre dans les pays étrangers : qu'ils partent ; qu'ils fuient dans les forêts de l'Amérique, sur les bords du *Scioto*, et qu'ils y subissent la punition que méritent leurs attentats. Si cependant le départ de vos ennemis peut vous causer quelques regrets, appercevez, pour vous en consoler, des habitants de toutes les parties de l'Europe quitter leur pays languissant dans les fers de l'esclavage, et venir partager avec vous les avantages d'une contrée à laquelle il ne manquoit que les attraits de la liberté.

On cherche encore à vous effrayer, en vous parlant de guerres étrangeres, d'invasions, etc.; mais on n'y réussira pas, et des citoyens françois, sont au-dessus des terreurs de cette espece. Comment peut-on s'imaginer que, vous peuple libre, vous commencerez à redouter des esclaves dont vous avez triomphé si souvent, dans les temps mêmes que vous partagiez leur servitude ?

Si quelque despotes voyant avec douleur l'exemple de la liberté que vous donnez à leurs sujets, osent se permettre une injuste et lâche agression, qu'ils s'attendent à des défaites, qu'ils s'attendent que cette guerre hâtera l'instant de cette révolution gé-

nérale qui doit briser avant peu les fers dans lesquels les plus beaux pays de l'Europe sont engendrés.

Vos ennemis sont assez vils, assez corrompus, pour desirer que leur patrie soit déchirée par des guerres étrangeres, et par des troubles domestiques : ils desirent que, désunis entre vous, et n'entendant plus la voix de l'honneur et du patriotisme, vous soyiez sans défenses contre des attaques extérieures ; trompez leur barbare attente, resserrez, s'il en est besoin, les liens de la fraternité, et présentez un front redoutable à quiconque voudroit porter atteinte à votre liberté, et vous empêcher d'en recueillir les fruits.

Voilà cependant les hommes qui ont eu l'adresse perfide de se gliser dans quelques-unes de vos municipalités ; voilà les hommes qui intiguent, qui manœuvrent dans le moment actuel, pour surprendre vos suffrages, et occuper des places dans vos assemblées administratives. Si vous êtes assez foibles, assez indifférents sur la chose publique, pour céder à la séduction, et concourir vous-mêmes au succès de leurs sinistres projets ; rappellez vos représentants, reprenez vos fers, courbez-vous de nouveau sous la verge du despotisme, vous n'êtes point faits pour la liberté.

Pardonnez, citoyens, au patriotisme brûlant qui anime ce doute coupable ; pardonnez à votre concitoyen de préférer la mort au spectacle douloureux de la plus foible atteinte portée à vos droits. Non, j'en suis certain, vous serez aussi prudents que vous êtes intrépides et généreux ; vous mépri-

serez les lâches complots de vos ennemis, vous dédaignerez d'en tirer vengence, ou du moins vous laisserez à vos tribunaux le soin de les punir; mais vous ne confierez pas à vos anciens oppresseurs, à des hommes que tous les motifs vous ordonnent de suspecter, le dépôt sacré de votre liberté et de votre constitution.

Vous craignez, peut-être, qu'en écartant de vos assemblées ces hommes dont je viens de vous tracer les traits, les actions et les vices, il vous soit difficile de trouver des citoyens qui, sous tous les rapports, méritent votre confiance. Cette inquiétude prouveroit que vous connoissez déjà le prix de la liberté; mais rassurez-vous, il en existe un grand nombre qui ne sollicitent pas vos suffrages, la fierté de leur ame en seroit blessée, mais qui s'acquitteront avec zele et patriotisme des fonctions dont vous les chargerez.

C'est ici le cas de combattre et de dissiper un préjugé dans lequel on a réussi jusqu'à présent à vous entretenir : on vous a persuadé que l'administration publique exigeoit des talens, des lumieres, des connoissances supérieurs, presque surnaturels et qui n'étoient le partage que de quelques êtres privilégiés.

Le gouvernement absolu, sous lequel vous viviez, avoit le soin et l'adresse de propager cette fausse doctrine, parce qu'il étoit de son essence de ne confier qu'à un petit nombre de mains l'exercice des différentes branches du pouvoir; parce qu'il étoit pour lui d'un intérêt encore plus grand, que

les citoyens fussent persuadés qu'il étoit au-dessus de leurs forces d'examiner, comparer et juger ses opérations.

Il faut convenir, en même temps, qu'une forme de gouvernement, qui est absolument destructive des premiers principes de l'ordre social, a besoin de talens supérieurs pour se soutenir; par exemple, il faut, pour arriver au dernier degré du despotisme, des hommes habiles qui aient l'art d'enlever à un peuple, successivement, ses droits les plus précieux, et qui sachent river, de plus en plus, ses chaînes, sans réveiller en lui le sentiment naturel de la liberté; par exemple encore, si ce gouvernement est de plus déprédateur, il a besoin d'hommes adroits, ayant le talent de varier des impôts, de les multiplier, de les étendre et de ne les présenter que sous des formes séduisantes; en un mot, d'enlever aux sujets une partie même de leur nécessaire, sans exciter des murmures trop forts, et qui pourroient amener une insurrection générale.

Mais ces temps sont passés pour vous, et sans doute ils ne renaîtront jamais : ainsi les lumieres et les talens de ces hommes ingénieux qui sont d'un si grand prix aux yeux du despotisme, vous deviennent inutiles; et ce n'est point cette sorte de mérite que vous devez rechercher dans vos représentans aux assemblées administratives.

Le principal motif de l'institution de ces assemblées a été d'affermir encore davantage votre liberté et votre constitution; et comment pourroient-ellles s'écarter de ce but, lorsque vous en choisirez vous-

mêmes les membres, qui ne seront en place qu'un petit nombre d'années, et que leur administration sera publique.

C'est cette publicité qui servira de sauve-garde à vos droits, et c'est encore elle qui rend capables un plus grand nombre de citoyens d'être les dépositaires de votre confiance; parce que, si leur inexpérience leur fait commettre quelques fautes involontaires, elles ne tarderont pas à être apperçues et rendues publiques.

Les qualités essentielles qui doivent caractériser vos représentants sont la probité, le patriotisme, l'activité, le désintéressement et *un sens droit*. Les citoyens qui possedent ces qualités précieuses ne sont point rares, et vous les trouverez dans les campagnes, comme dans les villes; ils pourront se tromper quelquefois, mais en fait d'administration, les erreurs de la probité et du patriotisme sont rarement dangereuses en elles-mêmes, et n'ont jamais de suites funestes, quand cette administration travaillant au grand jour, chaque citoyen a le droit d'en examiner les opérations, et de publier les fautes qu'il croit y remarquer.
